PUCA - APPEL À CONTRIBUTIONS

LA CRISE SANITAIRE, LA VILLE ET L'HABITAT : QUESTIONS POUR LA RECHERCHE

Contribution de l'Institut pour la ville en mouvement – VEDECOM

Christine Chaubet, Cédric Gottfried, Mireille Apel-Muller

Les activités mobiles, pièces urbaines adaptables, réponses aux crises et outils pérennes d'aménagement

Les mesures de confinement et d'immobilité contrainte mises en place dans diverses parties du monde pour contrôler l'épidémie de la COVID-19 ont paradoxalement mis en évidence à quel point la mobilité est vitale pour les sociétés. Cette situation a mis en lumière les manques, les zones blanches territoriales en termes d'accès aux différents réseaux, aux services, aux commerces, aux diverses aménités. Ces manques existent dans tout type de territoires, dans les quartiers enclavés et défavorisés des métropoles, dans les zones de faible densité et dans les espaces ruraux.

La ville à domicile

Si nombreux étaient ceux qui ne bougeaient pas, on a simultanément assisté au déploiement massif d'activités mobiles dans tous les secteurs (Hôpitaux mobiles dans l'espace public, unités mobiles ou « drive » de dépistage, laboratoires de production de gel dans les rues, bus-relais wifi dans les quartiers défavorisés...) pour faire face à l'urgence. Si les activités mobiles ont toujours existé¹, elles se développaient depuis plusieurs années, stimulées par les progrès des technologies de l'information et de la miniaturisation. Elles venaient déjà pallier, sur un mode informel ou réglementé, aux déficits divers en équipements et en services de certains territoires : le food truck est l'arbre qui cache la forêt des services juridiques, sociaux, éducatifs, culturels, des cabinets médicaux et des boutiques sur roues...

Vers une mobilité inversée et une reconfiguration des espaces ?

Les personnes ne se déplacent plus vers les services, ce sont les services qui viennent à l'usager « immobilisé ». La mobilité est à intégrer dans un système global, hybridé, connecté, qui questionne le rapport fixe/mobile. L'hypothèse d'un développement d'activités mobiles (avec ses capacités d'autonomie et d'ubiquité, mais aussi son stationnement dans l'espace public) invite à en considérer les nombreux impacts territoriaux :

Un enjeu pour la recherche urbaine

Non prises en compte par les recherches dans le domaine des transports, qui se focalisent sur le déplacement des individus ou sur la logistique, elles ne le sont pas davantage en tant que telles par la recherche urbaine, parce qu'en mouvement, donc « invisibles », ou sous un angle singulier (la vie foraine, nomade notamment dans le cadre de travaux sur l'hospitalité urbaine...).

¹ <u>www.mobilehyperplaces.com</u> Etude internationale de l'Institut pour la ville en mouvement sur les Activités mobiles

Pourtant, cette proposition d'approche par l'activité mobile permet de penser une action publique qui se dote de moyens pour répondre autant aux « urgences ordinaires » des territoires les plus sous-équipés et démunis qu'aux situations d'exception. En effet, la prise en compte par la recherche urbaine des pratiques mobiles, de leurs mutations, de leurs impacts sur les espaces publics et les politiques d'aménagement pourrait permettre d'enrichir une « boîte à outils de résilience »

Questions pour la recherche

Contribuer aux stratégies d'activation des territoires et de politiques d'inclusion sociale

- En quoi l'équipement mobile, forain, peut-il contribuer à une politique d'aménagement des espaces publics articulant proximité, connexion et interaction avec la grande échelle ? et quelles sont les conséquences sur la conception architecturale et urbaine et une éventuelle reconfiguration des réseaux et des espaces ?
- le développement d'agrégations temporaires de services mobiles peut-il contribuer à une stratégie publique de services décentralisés et au développement de micro-polarités ?
- Dans quels cas l'activité mobile serait-elle une alternative efficiente et adaptable aux équipements bâtis, plus coûteux et menacés d'obsolescence ?
- -Cette mobilité « inversée » peut-elle faciliter une « dé-mobilité » (au sens de diminution des déplacements contraints, inutiles et parfois sources de souffrance) ?
- En quoi et sous quelles conditions ces activités mobiles pourraient- elles participer d'une politique d'inclusion sociale et territoriale ?

Interdépendances des systèmes, des acteurs, et nouveaux assemblages, des questions pour la gouvernance

Les situations d'urgence et les solutions créatives nées du confinement (issues de la mobilisation des citoyens comme des pouvoirs locaux) ont obligé les acteurs à négocier voire à contourner les règlementations en vigueur, sur l'usage des espaces, du matériel, les modes de travail et les compétences, les financements. Chaque nouvelle initiative a été le résultat d'un assemblage, entendu comme la mise en commun et la reconfiguration de ressources matérielles et immatérielles. Les solutions émergentes se distinguent par leur caractère hybride : fixes et mobiles à la fois, services d'intérêt général relevant tant du public, du privé que de l'associatif... Elles questionnent les rapports régissant les organisations territoriales et soulèvent des interrogations quant à leur prise en charge à l'échelle locale.

- -Comme pour l'ensemble des initiatives qui ont émergé pendant la crise, quels systèmes d'acteurs, de réglementations, de modalités de financement les ont rendues possibles et pourraient être pérennisés ?
- Cette « mise en mobilité » des services peut-elle être un facilitateur de transversalité de l'action publique ? Aide-t-elle, au-delà d'une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle, à repenser et réarticuler ces transversalités ?
- Par définition hybrides, multifonctionnelles, flexibles et adaptables, ces solutions mobiles mettent en question la lourdeur des documents de planification ; Comment mieux intégrer l'agilité et l'adaptabilité dans ces outils réglementaires ?
- Quelle place donner à l'initiative privée ou citoyenne dans le développement de ces pratiques urbaines mobiles ? et comment en mesurer l'acceptabilité sociale ?
- Pourrait-on désormais penser une stratégie d'équipements publics (voire privés) doté de leur « réserve mobile » (par exemple pour les établissements hospitaliers, éducatifs...) capable de se déployer au plus près des habitants ?

Etudes de cas, partenariat avec les acteurs locaux, expérimentations, évaluations

L'éventail des solutions mobiles révélées pendant la crise sanitaire constitue un vivier de ressources pour des études de cas approfondies et leur poursuite sous forme d'expérimentations. En s'attachant à tenir compte de la singularité de chaque situation, au prisme d'une lecture multidisciplinaire, ces travaux viseraient à identifier les demandes et les besoins locaux pour contribuer à l'activation des territoires.

Par l'aller-retour constant entre la recherche académique, les enquête de terrain et les expérimentations, cette méthode pourrait s'inscrire dans la filiation des réalisations expérimentales, qui supposent la mise en commun et en « dialogue » des différentes expertises (techniques, opérationnelles, scientifiques, sociales). Un processus itératif, un débat élargi, une analyse croisée des dispositifs et de leurs systèmes d'acteurs apparaitrait comme adaptés à des activités reposant sur l'hybridation.